

*Initiatives ministérielles*

âgées montrerait que ce coût augmente à un rythme beaucoup plus rapide que l'inflation.

Les personnes âgées veulent que le gouvernement réponde à leurs problèmes par des solutions réelles. Elles veulent qu'il les prenne au sérieux et qu'il se dispense de toutes les platitudes qu'il leur débite en période préélectorale.

[Français]

N'est-il pas intéressant de constater qu'à l'heure où le nombre de personnes âgées est et continuera d'être croissant au cours des années, le gouvernement conservateur a décidé d'amoinrir leurs possibilités d'être entendues? N'est-il pas aussi curieux que la même chose se produise en ce qui concerne la voix des plus démunis? Le gouvernement aurait-il peur de faire face aux citoyens de ce pays, ceux-là mêmes qui ont de sérieuses revendications à faire? A-t-il peur de faire face à ses échecs en ce qui concerne l'enraiment de la pauvreté et la promesse d'une qualité de vie pour tous?

En fusionnant le Conseil consultatif national sur le troisième âge et le Conseil national du bien-être, le gouvernement essaie de nous faire croire qu'il fera de grandes économies.

On peut sérieusement questionner ce jugement, d'autant plus que celles-ci seront tout à fait négligeables. Le rapport annuel de 1991-1992 du Conseil consultatif national sur le troisième âge fait état d'un budget de 396 200 \$ et d'un effectif de 9 années-personnes, ce qui n'est même pas la moitié du coût de la tournée d'adieu du premier ministre. C'est intéressant, n'est-ce pas?

Les deux conseils ont toujours très bien représenté leur clientèle respective. Serait-ce la vraie raison pour laquelle le gouvernement a tenu à cette fusion? Les Conservateurs croient-ils sérieusement que les faits et les problèmes vont disparaître parce qu'ils bâillonnent les pauvres et les gens âgés? C'est encore une preuve du manque de jugement d'un gouvernement en perte de vitesse, pour ne pas dire stagnant.

Il est plus que temps d'avoir un nouveau gouvernement qui sait écouter et agir, autant après qu'avant une élection.

[Traduction]

Le gouvernement essaie de faire croire qu'il est financièrement responsable mais avec ce budget et les emprunts supplémentaires, il est évident qu'il ne maîtrise absolument pas le déficit. En 1992-1993, le déficit était censé être de 8 milliards de dollars de moins qu'il ne l'a été. Cette année, il dépassera de plus de 1 milliard ce qui avait été prédit dans le budget de l'année dernière pour l'exercice en cours.

• (1335)

Les prévisions du ministre montrent combien les candidats à la direction du Parti conservateur manquent de réalisme quand ils disent pouvoir éliminer le déficit d'ici quatre ou cinq ans. Pourquoi n'ont-ils pas dit aux Canadiens comment ils vont procéder? Vont-ils éliminer la pension de la sécurité de la vieillesse? Vont-ils réduire l'assurance-chômage? Supprimer le régime d'assurance-maladie? Réduire encore les paiements de transfert aux provinces?

Le gouvernement doit se montrer honnête avec les Canadiens. Cette fois, ça ne marche pas. Il n'avait rien dit aux Canadiens au sujet de la TPS et nous sommes maintenant coincés avec cette taxe. Les Canadiens veulent que le Parti conservateur leur dise ce qu'il va faire, autrement, qu'il déclenche des élections et donne aux libéraux la chance de gouverner. Nous savons que nous devons redonner du travail aux Canadiens, pour rétablir la situation économique.

[Français]

Notre chef, le futur député de Saint-Maurice, s'engage à maîtriser les dépenses publiques, à suspendre les programmes qui ne créent pas directement des emplois et qui ne contribuent pas à l'expansion économique du pays, ainsi qu'à réduire notre dette en proportion de notre PIB.

Un gouvernement libéral n'essaiera pas de ramener l'inflation à zéro pour cent, en maintenant des taux d'intérêt élevés qui étouffent notre économie. Il saura évaluer la juste mesure entre le contrôle de l'inflation et la croissance économique, en maintenant le taux canadien à un niveau comparable au taux d'inflation américain.

Nous, de ce côté de la Chambre, nous engageons à faire preuve de responsabilité budgétaire et à exercer un contrôle rigoureux des dépenses.

[Traduction]

Si le gouvernement veut réduire les dépenses, il n'a qu'à éliminer le Comité consultatif canadien du multiculturalisme, au ministère du Multiculturalisme et de la Citoyenneté. Qu'ils annullent les augmentations totalement ridicules consenties aux juges de la citoyenneté dont les nominations sont toutes politiques.

Les conservateurs adorent parler d'austérité financière et de contrôle budgétaire, mais à en juger par leur incapacité d'agir, il est évident qu'ils ne songent pas sérieusement à réduire les dépenses dans les secteurs non essentiels. Les libéraux ont compris que la seule façon de réduire la dette était d'éliminer le déficit et de redonner du travail aux Canadiens. Nous devons faire en